

LITIGE SUR LES FRÉQUENCES

Brouillage espagnol, cafouillage algérien

Le ministère de la Poste et des TIC se plaint du brouillage du champ de fréquence algérien par les Espagnols. Mais ce qui n'a pas été dit, c'est que l'Algérie n'a pas répondu présente à la rencontre régionale de Zamora en juin 2010, où il a été traité de la «réduction de l'infraction numérique». Le congrès de Malaga a également été marqué par l'absence de l'Algérie. Ce qui a profité aux Marocains qui ont eu la part du lion dans les fréquences analogiques libérées par l'Espagne.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Le quotidien espagnol *Diario De Zamora* parle dans son édition du 18 juin 2010, d'une rencontre régionale qui a regroupé l'Espagne, le Portugal, la France, le Maroc et l'Algérie, la seule à ne pas répondre présente, pour coordonner les fréquences de radio et de télévision à travers les frontières de la région avec comme objectif principal de réduire l'infraction numérique.

Le journal espagnol précise que cette réunion qu'organise chaque sept ou huit mois l'administration de télécommunications de l'Espagne avec les pays limitrophes vise à «résoudre et surtout prévoir les problèmes qui peuvent apparaître dans la prestation de tous les services de communication par radio, notamment les plus sensibles et de coordonner avec une plus grande intensité pour ce qui est des fréquences radio, télévision et de téléphonie».

La présence de l'Algérie aurait pu faire éviter ce qu'aujourd'hui le département de Moussa Benhamadi appelle un «brouillage des fréquences algériennes par l'Espagne», d'autant plus que le

sous-directeur général de la planification et de la gestion du spectre radioélectrique, Ical Antonio Fernandez, avait expliqué lors de cette rencontre que «la décision prise par l'Espagne de libérer une bande de fréquences pour une utilisation future dans la prestation de services à bandes de large mobilité peut sensiblement affecter certaines régions», selon toujours le quotidien *Diario De Zamora*. Idem pour le congrès de Malaga en Espagne, qui a été marqué par la présence de l'Union européenne et les pays méditerranéens sauf l'Algérie.

La chaîne berbère marocaine remplace Canal Algérie

En optant pour la télévision digitale terrestre (TDT), l'Espagne a fini par libérer ses fréquences analogiques terrestres pour d'autres utilisations.

Le congrès de Malaga, organisé quelque temps avant la rencontre de Zamora s'inscrivait dans le cadre du partage des fréquences en question.

Depuis cette rencontre et profitant des fréquences libérées, les différentes chaînes de télévisions



Le partage des fréquences par l'Espagne a sensiblement affecté l'Algérie.

Photo : D.F.

marocaines sont facilement captées en Espagne, alors que les ressortissants algériens se plaignent de la disparition de la chaîne de télévision berbère. Une chaîne de télévision berbère marocaine vient d'être ajoutée au

bouquet marocain capté en Espagne juste après la perte de vue de Canal Algérie.

Contactés, les différents responsables algériens en charge de ce secteur se renvoient la balle. Le secrétaire général du ministère

de la Poste et des TIC, Mohamed Bait, s'est dit ne pas être au courant de ces détails et nous a prié de contacter le DG de l'Agence nationale des fréquences (ANF). Ce dernier, Cherif Djediaï, nous a renvoyé à son tour auprès du DG de Télédiffusion Algérie (TDA).

Le directeur de TDA, Abdelmalek Houyou, affirme qu'il se souvient seulement de deux réunions de coordination entre uniquement l'Algérie et l'Espagne, l'une tenue en novembre 2010 à Alger et l'autre juste après en Espagne.

Ces différents responsables disent n'avoir aucune idée, ou pas grand-chose sur le congrès de Malaga et la réunion de Zamora où l'Algérie n'a réellement pas participé. Mais pour Abdelmalek Houyou, la participation de l'Algérie lors de ce genre de rencontre n'est pas primordiale.

«Nous avons un problème interne de coordination. Nous devons d'abord définir quel service est appelé à utiliser telle fréquence et que chaque institution exprime ses besoins et définit sa stratégie.

C'est à ce moment là que nous pouvons aller négocier et coordonner avec un véritable plan de fréquences. La rencontre préparatoire du groupe Afrique pour la radiocommunication qui se tiendra à Alger du 11 au 14 juillet en cours s'inscrit justement dans cette démarche».

M. M.

LE PATRON DE SONELGAZ SE MONTRE SCEPTIQUE :

«Desertec n'apporte pas grand-chose»

Le projet de production d'électricité à partir du solaire dans le désert Desertec «n'apporte pas grand-chose» selon le P-dg de Sonelgaz, laissant entendre que le développement du solaire et du photovoltaïque est déjà impulsé localement.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Le P-dg de la holding Sonelgaz était l'hôte hier à l'hôtel Hilton à Alger, du Salon national de la sous-traitance et du développement de la fabrication des composants des modules et systèmes photovoltaïques, ouvert durant deux jours. En marge de ce salon, Noureddine Boutarfa a estimé que le projet européen Desertec, visant à produire de l'électricité et l'exporter à partir du désert nord-africain, est une «idée bonne» quoique encore «un concept».

Certes, il n'y a «pas de conflit avec Desertec», relève M. Boutarfa qui évoque des discussions avec les promoteurs de ce projet. Néanmoins, les deux parties divergent dans la mesure où le projet Desertec focalise sur le développement de l'industrie électrique, voire sur l'éolien. A contrario, la partie algérienne reste soucieuse d'impulser un processus global d'industrialisation locale, un «Desertec bis» dans le domaine du solaire et du photovoltaïque.

Et d'autant que le programme national de production d'électricité à partir des énergies nouvelles et renouvelables (PNR), soit 22 000 MW d'électricité dont 10 000

exportables, à l'horizon 2030, a déjà «démarré» et est ouvert au partenariat, selon le ministre de l'Energie et des Mines, Youcef Yousfi, parrain de ce salon.

Boutarfa relève les contraintes au développement du PNR

Pour autant, le développement de ce programme reste contraint, selon les explications du premier manager de Sonelgaz. Et ce, dans la mesure où l'exportation de l'énergie produite à partir du solaire dépend de l'ouverture, encore frileuse, du marché européen, de la capacité, non disponible actuellement, des réseaux de transports et des interconnexions entre le Maghreb et l'Europe.

Comme il dépend de la capacité de l'Algérie à être compétitive, à développer une industrie photovoltaïque, en aval et en amont, visant à préserver et optimiser les ressources notamment gazières et stimuler le tissu des PME locales. Au-delà de la problématique de la recherche-développement, la réussite du programme de développement des énergies nouvelles et renouvelables reste ainsi bridée par la question du juste prix de

l'énergie et l'implication des entreprises de fabrication et des citoyens, même si l'Etat apporte un financement et des aides incitatives.

Certes, la production de panneaux photovoltaïques au niveau de l'usine de Rouiba Eclairage sera effective dès la fin 2013 et le développement de la production de silicium est déjà impulsé, ainsi que d'autres composants technologiques et les fluides. Néanmoins, l'incertitude demeure quant à la bonne valorisation du potentiel national de sous-traitants et fabricants nationaux des composants, au profit exclusivement de Rouiba Eclairage et des centrales photovoltaïques, en premier lieu, et élargie aux installations individuelles en second lieu.

Et cela même si Sonelgaz réfute toute démarche monopolistique, prône un marché ouvert, conforme aux normes et régulé, voire n'écarte pas le recours justifié au gré à gré, selon son P-DG répondant en plénière aux interrogations de certains opérateurs. L'occasion pour Noureddine Boutarfa, persuadé du rôle de Sonelgaz en tant qu'«incubateur de projets», d'en appeler à une gestion vigilante de la concurrence internationale mais aussi à ce que les entreprises locales se soucient de développer l'accumulation des techniques et de valeurs qui «a un prix».

C. B.



Noureddine Boutarfa, P-dg de Sonelgaz.

Photo : Samir Sid

PERTURBATIONS ÉLECTRIQUES DANS LE SUD-EST

La situation devrait s'améliorer dès le 15 juillet

La situation dans l'alimentation électrique dans les régions du sud-est devrait s'améliorer dès le 15 juillet 2011. Selon le P-dg de la Société de production de l'électricité (SPE, filiale de Sonelgaz), Nabil Kafi, les coupures intervenues s'expliquent par des retards dus aux travaux de maintenance opérés et dont l'achèvement est prévu à cette date. Pour autant, le responsable de la SPE s'est montré optimiste sur la couverture des besoins nationaux en énergie.

C. B.